



Golfech 1 : On ferme !

Pourquoi est-il impératif de mettre le réacteur n°1 à l'arrêt en 2015 ?

Lors de l'enquête publique pour la construction de la centrale atomique de GOLFECH, les plaquettes de propagande en papier glacé distribuées aux riverains du site du village de Golfech évoquaient un fonctionnement de la centrale de 25 / 30 ans.

Par la suite, l'enquête publique qui a été menée n'a plus fait apparaître de durée de fonctionnement des réacteurs, pas plus que les arrêtés légaux d'autorisation de construction et de fonctionnement de la centrale.

La première tromperie grave des riverains et des citoyens était caractérisée !...

Plus généralement pourquoi cette nécessité d'arrêt doit s'appliquer à toute la centrale ainsi qu'aux 400 réacteurs atomiques à travers le monde ?

- Pour des raisons éthiques

Il est parfaitement immoral, pour la production de quelques uns de nos mégawatts d'aujourd'hui, de continuer à produire des déchets à haute activité vie longue qui vont menacer et affecter nos descendants pour l'éternité.

- Pour des raisons de vieillissement des installations

L'irradiation pénètre de plus en plus profondément dans les matériaux :

à chaque seconde de fonctionnement supplémentaire du réacteur, l'irradiation des composants se fait plus profonde sous l'impact des neutrons. Les travailleurs du nucléaire se retrouvent, de fait, exposés à une

radioactivité en croissance permanente.

La corrosion des métaux a atteint un degré dangereux : un calcul simple permet d'établir que la quantité de métal arrachée au circuit primaire depuis le démarrage du réacteur en 1990 s'élève à 6,6 tonnes de métal.(2)

- Pour des raisons sanitaires

Une étude de l'INSERM de 2012 montre un excès de leucémies infantiles dans un périmètre de 5 km autour des centrales nucléaires françaises.(3)

Une production d'électricité peut-elle se faire à un tel prix ?

Et à l'intérieur des installations nucléaires

Il faudra encore et toujours plus de personnels subissant des radiations. Les opérations à réaliser en milieu contaminé étant complexes, les robots ne sont toujours pas prêts à prendre la relève pour un bon nombre d'opérations. Un espoir cependant puisque la résistance à l'esclavagisme s'organise chez les intérimaires et les sous-traitants.(4)

- Pour des raisons de fragilisation psychologique des travailleurs du nucléaire

En 1986, il fût affirmé que la technologie nucléaire n'était pas en cause dans la survenue de la catastrophe de Tchernobyl : c'était une simple question de technologie soviétique obsolète... mais le pire s'est à nouveau produit à Fukushima en 2011 : un des premiers pays industriel et premier expert mondial en matière de séismes venait de faillir. Qu'il vienne de l'Ouest, de l'Est, du pays

du soleil levant...le nucléaire est intrinsèquement dangereux.

En plus de la peur de la survenue de la catastrophe, les travailleurs sont également affectés par le fait de voir une dégradation inexorable de leur outil de travail suite à son vieillissement (5).

Ces travailleurs perçoivent également aujourd'hui une menace directe sur leur emploi suite aux problèmes financiers de la filière atomique . Même si l'État, premier actionnaire, est censé pallier les problèmes de trésorerie des géants de l'atome, ces travailleurs savent que les niveaux colossaux de pertes financières atteints par leur industrie ne pourront pas être comblés.

Avant Fukushima, 80 % des incidents qui survenaient sur les installations nucléaires étaient d'origine humaine et depuis la catastrophe ce chiffre augmente...

- Pour des raisons technologiques d'obsolescence

Même en rajoutant des gadgets, on ne pourra jamais empêcher l'accident : alors que tout avait été finement calculé sur les réacteurs lors de leur conception pour tenter de les protéger contre tous les aléas, depuis Fukushima de nombreuses dispositions ont été rajoutées, non pas pour réellement faire évoluer la sécurité des réacteurs mais pour faire croire aux citoyens que ces réacteurs resteraient invincibles. À titre d'exemple, à quoi peut bien servir un groupe électrogène d'ultime secours si les composants électriques qu'il doit alimenter sont noyés sous par les eaux ?

Aucun des 400 réacteurs au monde ne peut répondre aux exigences des nouvelles réglementations qui s'appuient sur les retours d'expérience post Tchernobyl , post 11 septembre, post sécheresse 2003, post Fukushima... Aucun ne recevrait aujourd'hui une autorisation de première mise en service. Le seul qui satisfaisait à ces exigences - sur le papier - est l'EPR : et sur le papier seulement, en effet, autant il est facile de théoriser des défenses indestructibles, autant ces défenses cachent concrètement des vices grossiers (techniques, financiers...).

Suite à ce constat large, les politiques n'ont d'autre choix que de sortir la France de l'impasse atomique.

Toutes les données - non exhaustives - évoquées ici démontrent qu'il est l'heure de

tourner la page du nucléaire, et **pour ce qui est de la nécessaire reconversion des travailleurs de la filière nucléaire**, nous nous appuyerons sur l'affirmation de l'ancien PDG d'EDF Marcel Boiteux qui déclarait qu'EDF, en son temps, a su "*réussir le tour de force de transformer des anciens conducteurs de centrales thermiques à charbon ou à fuel en constructeurs de centrales [nucléaires]*" : comment la filière atomique ne réussirait-elle pas maintenant cette reconversion beaucoup plus simple du nucléaire vers les renouvelables ? (6) Le syndicat Allemand IG Metal l'a compris depuis longtemps : à quand cette compréhension par la CGT en France ? Tant qu'il reste un peu de financement pour l'atome, les politiques doivent engager le démantèlement des installations de la filière atomique et suivre l'exemple de l'Allemagne (7) en travaillant à l'isolation de l'habitat, aux économies d'énergie, à l'efficacité énergétique et au développement des énergies renouvelables.

Pour Midi-Pyrénées c'est ici et maintenant.

2015, FERMONS GOLFECH !

Marc Saint-Aroman

(1)

Durée de fonctionnement

25 à 30 ans.



(2) Corrosion des circuits primaires dans les réacteurs à eau sous pression – Analyse historique – P27 – edp Sciences -

(3)

http://www.sortirdunucleaire.org/spip.php?page=article_dossier&id_article=3455&id_dossier=

(4) http://www.lexpress.fr/actualite/environnement/les-sous-traitants-du-nucleaire-francais-reunis-ce-lundi_983462.html

(5)

<http://blogs.mediapart.fr/edition/article/170911/inondation-en-salle-des-machines>

(6) <https://www.youtube.com/watch?v=YLeHNT67ul>
courseur à 3' 53" sur Part I sur 7

(7)

<http://www.rac-f.org/En-finir-avec-les-idees-recues-s-sur>

11 avril 2015, AG et bilan

des commissions

Gaz de schiste par Rose Frayssinet

Aucun permis d'exploration n'a été annulé par le ministère, les opposants sont donc toujours en alerte. D'autant que les demandes continuent d'arriver à la DREAL, les industriels (australiens et canadiens) prétendant ne pas faire de fracturation hydraulique, mais attendant un gouvernement l'autorisant. La DREAL de plus en plus réticente à nous répondre et à donner de l'information...

Dossiers de Mirande (7000 km² autour du Gers), de Foix, de Lacq... au total plus de 10 000 km² sur le Sud-Ouest.

Contacts avec les opposants du Lot, du Gers, et à l'échelle internationale.

Transition

par Joseph Gonzales

- **2 quartiers avec initiatives de Transition** : les Chalets et Borderouge, lien avec asso Silicon Denier aux Sept Deniers.

- **projet de territoire d'agriculture péri-urbaine** de Pin Balma porté par 23 associations avec un gros événement pendant 2 ans, mais échec final faute de soutien des pouvoirs publics.

- **projet de coopérative citoyenne de production d'énergie** porté par le groupe énergie de Toulouse en Transition et les ATMP, Enercoop d'accord pour accompagner mais demandant une montée en expertise des porteurs de projet.

Agriculture

par Sébastien Sajas

Commission relancée depuis 2 ans sur les thèmes de la biodiversité et de la protection des terres agricoles ;

groupe de travail sur le PLUI (plan local d'urbanisme intercommunal) afin de pousser à sanctuariser les terres agricoles en recensant les forces et les projets.

Antinucléaire

par Daniel Roussée

Ne serait-il pas possible d'**attaquer juridiquement le prolongement de Golfech au delà des 25 ans** après la mise en service tels qu'annoncés dans l'enquête d'utilité publique de l'époque ? Hélas ! on trouve difficilement les archives sur cette enquête.

A noter, un rapport de l'ADEME (immédiatement enterré par l'Etat) prévoyant la possibilité d'une énergie 100 % renouvelable en 2050 en France ; en Allemagne ce sera bien avant.

LGV

par Pierrette Thirriot

Suivi depuis 2010 ; gros travail du collectif sur l'ensemble du parcours ; les ATMP ont surtout fait du travail de contre-information auprès des élus (cf. réponse à nos courriers du président de la Région et du maire de Toulouse...).

Avis très défavorable venant d'être rendu par la commission d'enquête, reprenant l'ensemble des arguments des opposants, sur les motifs financiers, le surcoût des aménagements (hub gazier près de Bordeaux), la surévaluation des retombées en terme d'emplois et des perspectives de trafic, l'emprise sur les terres agricoles, les dégâts environnementaux et sur le vignoble de Sauterne. L'enquête n'est que consultative, vigilance pour ce que décidera le gouvernement. A suivre...

Risques industriels

par Rose Frayssinet

Fin de participation à l'**ORDIMIP** (déchets industriels de Midi-Pyrénées) dont nous avons été exclus pour avoir refusé de payer le droit d'y participer, comme cela avait été le cas à l'ORAMIP...

ATMP toujours nommés par le préfet au sein de la **Commission de suivi de site du pôle chimique sud de Toulouse** ; toujours indigence des mesures de prévention et d'intervention en cas d'accident...

Commission de suivi de site à Ste-Foy Peyrolière pour la société Lacroix Artifices (risques d'explosion) ; chantage de l'industriel et les riverains se limitant à demander de l'argent pour refaire leurs fenêtres ; notre position est d'exiger la réduction des risques à la source...

SPPI (secrétariat permanent pour la prévention des risques industriels) ; travaux importants de l'entreprise Héraclès pour remédier à la fuite de perchlorate d'ammonium (carburant des fusées et missiles) se libérant dans la Garonne ; mais le président du secrétariat a démissionné car la structure a été reprise en main par la préfecture et a depuis une activité réduite (une seule réunion par an).

Le rapport moral et le bilan de trésorerie
ici <http://amisdelaerremp.free.fr/>

CLOCHEMERLE AUTOUR D'UN MAC DO dans le NORD-EST TOULOUSAIN

Les élus, chacun le sait, veulent le bien de leurs concitoyens, ils veulent surtout être réélus et à ce titre tous les prétextes sont bons pour avancer des idées géniales qui feront, pensent-ils, le bonheur de leurs électeurs.

Ainsi une bataille feutrée agite les villes du Nord Est toulousain : Villemur et Bessières qui toutes les deux appellent de leurs vœux l'implantation dans le territoire de leurs respectives communes, d'un « restaurant » MACDO autrement dit un « fast-food » car l'origine yankee doit être préservée...

VILLEMUR caresse depuis longtemps ce projet et à ce titre en revendique en quelque sorte « le droit d'aînesse », mais il y a les aléas qui font qu'il y a loin de la coupe aux lèvres et que Mac Do est tributaire du déplacement de l'enseigne LECLERC qui tarde à venir, ce qui l'attriste car sur le lieu-dit « Magnanac » le projet d'un collège est dans les cartons. Un collège : voilà en effet une clientèle d'ados qui augure du succès d'un fast-food très apprécié par la gente adolescente ! Bien entendu ces projets ne sont pas encore financés, les infrastructures non plus, donc il traîne alors qu'il attirerait une clientèle de consommateurs (« une chalandise » comme on dit), dans une commune où de nombreux commerces et activités ont pignon sur rue. De plus, de nombreux emplois seraient créés ce qui est un argument de poids par les temps qui courent !!!

Cependant, le maire de BESSIERES a lui, pour sa part, des arguments et lui aussi aspire à l'installation d'un Mac Do dans sa commune dont selon lui les habitants seraient si heureux de se délecter d'une gastronomie « dont le succès est indéniable », et qui serait le joyau convivial du centre commercial « les portes de Bessières » complexe à dimension humaine avec son Super U, ses nombreuses boutiques, etc. Ce temple de la consommation de masse doit ouvrir dans quelques semaines.

De plus, ce projet ne coûtera rien à la commune car les infrastructures ont été réalisées pour accueillir le centre commercial ce qui attirera sans aucun doute le fameux « restaurant ».

Enfin le « lycée Nord » qui devrait s'implanter à Bessières est un gage supplémentaire de profits à venir qui ne manqueront pas de faire saliver le responsable régional de Mac Do, qui attend pour déclarer sa flamme aux deux amoureux qui lui font une cour assidue.

La bataille de Clochemerle fait rage entre les frères et néanmoins concurrents qui ne manquent pas d'arguments pour séduire le représentant de la multinationale américaine dont le succès commence à subir quelques déceptions dans diverses points de la planète notamment aux USA où l'obésité pose de sérieux problèmes.

Par contre en France les amateurs existent, surtout les jeunes attirés par la modicité des prix, le coca et les frites, bref un bon petit casse-croûte pas cher, vite mangé, pas de temps perdu, bref l'efficacité à prix low-cost.

Qui va gagner cette noble bataille ?

Le suspense est énorme et sera certainement évoqué par les uns ou les autres au cours des mois à venir et des élections à venir elles aussi. Comment en effet résister lorsqu'une enseigne de cette envergure promet en plus de son implantation des taxes, des impôts et des emplois. Qu'importe la morosité des menus, la qualité gustative à peu près nulle, les consommateurs aiment bien cette halte conviviale et sans façon entre deux visites dans les boutiques ou à la sortie du collège et du lycée. Pas très recommandé par la diététique bien sûr, même franchement déconseillé, mais habituer la jeunesse à la malbouffe n'est pas un péché pour les édiles de Villemur et de Bessières : seul le court terme est désirable, jusqu'aux prochaines élections, l'avenir c'est trop loin il faut être efficace.

Qui va emporter le « morceau de big mac » ?... la suite au prochain numéro (...)

Pierrette Thirriot

Mailing liste des ATMP :

Pour s'inscrire, envoyez un e-mail à « amisdelaterremp-request@ml.free.fr » avec comme sujet « subscribe » (« unsubscribe » pour se désinscrire).

Le CA

et le bureau de 2015/2016

- ❖ Elsa Boudy trésorière
- ❖ Michel Daran et Daniel Roussée co-présidents
- ❖ Monique Pagnon et Pierrette Thirriot co-secrétaires
- ❖ Martine Daroz ; Patricia Daran ; Joseph Gonzales ; Quitterie Thibert ; François Tréilhou.

vous invitent aux prochains rendez-vous des ATMP :

* **Les abeilles en plénière le 24 juin à 20h15.**

Projection débat avec Thierry Cazemage, apiculteur, autour du film « L'Abeille initiatique » d'Yvon Achard,

A la salle Castelbou, 2 rue Léonce Castelbou (métro Arnaud Bernard)

* **Pique-nique des ATMP le 3 juillet à partir de 19h30**

Au jardin du cloître de la fac de Sciences Sociales
(derrière l'Université Toulouse 1-Capitole ;
accès par la rue Valade, en face des locaux de la mairie)

* **Alternatiba (12-13 sept.)** organisé en 13 villages thématiques autonomes.

Toutes les infos sur : <https://alternatiba.eu/toulouse/>

Les prochaines réunions plénières : 10 juin-8 juillet - 12 août à la salle Castelbou

* **Le Temps des communs (5-18 oct.) :**

événement central le 10 octobre.

* **FRESS** (forum régional de l'économie sociale et solidaire) les 14 et 15 septembre à la Grainerie à Balma. Le thème de 2015 : la coopération.

COTISATION (*) : (Abonnement au journal des Amis de la Terre, *La Baleine*, inclus)

SOUHAITABLE POUR UNE PERSONNE : **40 €** COUPLE : **66 €** PETIT BUDGET : **10 €** (ou davantage)

DONS (*) : (*) **Déductible des impôts à 66%**

NOM PRÉNOM

DATE

ADRESSE.....
.....

Tél : Courriel (**en majuscules**).....

MONTANT VERSÉ :

MODE DE PAIEMENT : Chèque (à l'ordre des ATMP) Espèces Autre :

La Feuille Verte des Amis de la Terre Midi Pyrénées N° 242, juin/juillet 2015, imprimé par nos soins, ISSN 1967-6719

Directeur de publication : Daniel ROUSSEE

Mise en page, relecture, synthèse : Monique HERVET

Nous écrire ATMP,36, rue Bernard Mulé, 31400, Toulouse ou midipyrenees@amisdelaterre.org

Nous téléphoner...: 07 81 90 49 93

S'informer <http://amisdelaterremp.free.fr/> et www.amisdelaterre.org

Non !

Les sponsors privés de la COP21 ne sont pas climato-compatibles !



Énergéticiens fossiles et fissiles, compagnie aérienne, constructeurs automobiles : la liste des mécènes de la 21^e Conférence de l'ONU sur le climat (COP21), rendue publique aujourd'hui, comprend des multinationales françaises qui ne sont pas compatibles avec le climat. Les Amis de la Terre, Attac France, le Corporate Europe Observatory, WECF et 350.org dénoncent l'incohérence du gouvernement et redoutent que les négociations se retrouvent aux mains des pollueurs.

Alors que la France s'apprête à accueillir la COP21 supposée résoudre la crise climatique, le gouvernement donne la mesure de la sincérité de son engagement en dévoilant aujourd'hui son choix de mécènes. « /La majorité des entreprises choisies émettent massivement des gaz à effet de serre, responsables du changement climatique, comme EDF ou Engie dont les émissions provoquées par leurs centrales à charbon équivalent à elles seules à près de la moitié des émissions de la France. Alors que le gouvernement avait assuré rechercher des entreprises à la réputation sans faille, bon nombre d'entre elles sont impliquées dans des projets nocifs pour les populations, leurs conditions de vie et de travail. Mettre la conférence climat la plus importante de notre décennie sous le patronage d'entreprises climato-incompatibles n'est pas de bon augure / » condamne Malika Peyraut, des Amis de la Terre. Parmi la vingtaine d'entreprises qui composent la première liste de « sponsors », on retrouve notamment Air France, entreprise aéronautique opposée à la réduction des émissions dans le secteur de l'aviation, I Renault-Nissan, fabricants d'automobiles extrêmement polluants, Suez Environnement connue pour sa participation au lobby pro-gazde schiste français.

Les entreprises mécènes de la COP apporteront des contributions financières et en nature alors que la grande majorité de leurs activités sont extrêmement polluantes et que certaines de leurs propositions sont en fait de fausses solutions aux conséquences environnementales et sociales désastreuses. Ainsi en est-il de BNP-Paribas, qui en plus d'être la première banque française en termes de soutien au charbon entre 2005 et avril 2014, refuse obstinément de quitter les paradis fiscaux et mettre fin à ses pratiques d'évasion fiscale. « /Le gouvernement offre sur un plateau et à très bon prix la possibilité à des multinationales climaticides de verdir leur image alors que l'intérêt général nécessite de ne pas polluer les négociations sur le changement climatique avec les intérêts particuliers que ces entreprises représentent/ dénonce Maxime Combes, d'Attac France. /Confierait-on la lutte contre le tabagisme aux cigarettiers ? Pourquoi le fait-on alors pour le climat ?/», demande-t-il.

Le gouvernement a fixé l'objectif de la part du financement privé de la COP21 à 20 % du budget global. « /20 % de financement privé, c'est plus que ce qui s'était fait à la COP19 à Varsovie en 2013. Or, à Varsovie, les associations, mouvements sociaux et syndicats avaient quitté les négociations pour dénoncer la mainmise des négociations par les intérêts privés et les lobbies. On ne peut pas négocier un accord sur le climat avec ceux qui sont responsables du changement climatique : les Etats doivent écouter les intérêts des citoyens, et non les intérêts privés des lobbies et des multinationales./ » observe Pascoe Sabido, du Corporate Europe Observatory. En proposant cette liste noire de sponsors, le gouvernement s'éloigne du signal qui devrait être donné lors de la COP21 : pour résoudre la crise climatique, il s'agit de mettre fin à l'ère des énergies fossiles, en rejetant les fausses solutions comme le nucléaire et en repensant nos modes de consommation et de production.

Communiqué signé avec Attac, 350.org, Corporate Europe Observatory, WECF